

**RESIST**

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

Projet RESIST

**Pour consulter l'ensemble du rapport et toutes les autres études de cas,
veuillez visiter notre site web:**

<https://theresistproject.eu/what-we-have-found/>

Synthese Des Etudes De Cas:

Rapport Transnational

Partout en Europe, la montée des mouvements, des discours et des politiques « anti-genre » représente une menace majeure pour l'égalité de genre, les droits des personnes LGBTQI+ et les valeurs démocratiques, telles que la liberté. Le précédent rapport du projet RESIST montre que ces mobilisations, caractérisées par leur complexité et l'absence d'objectifs unifiés, instrumentalisent les questions de diversité sexuelle et de genre à des fins politiques, les présentant comme des menaces pour les valeurs traditionnelles.

Cette recherche se penche sur les effets des politiques « anti-genre » et les résistances qu'elles suscitent à travers neuf études de cas : huit nationales et une portant sur les personnes en exil en Europe. En identifiant des dynamiques communes ainsi que des manifestations spécifiques dans chaque contexte, elle offre de nouvelles perspectives sur les expériences des personnes ciblées ainsi que sur les formes de résistance qu'elles opposent à ces attaques.

Les féministes ainsi que les personnes LGBTQI+, trans* et racisées font face à une large gamme de violences et d'oppressions, incluant des agressions physiques et verbales, des violences matérielles, du harcèlement en ligne, des législations discriminatoires, de la discrimination sur le lieu de travail, de l'exclusion sociale et des barrières institutionnelles. Ces actes sont perpétrés par une variété d'acteurs : des organisations religieuses, des médias, des groupes d'extrême droite, ainsi que des mouvements de défense des droits des hommes. Certains élus, comme des membres du parlement, et même, dans certains cas, des individus au sein des communautés féministes et LGBTQI+, y participent également. Cette situation engendre une marginalisation accrue des personnes racisées, trans*, en situation de handicap ou issues des classes populaires au sein de ces mouvements.

Dans toutes les études de cas, les féministes, les personnes LGBTQI+ et les militant·es sont régulièrement la cible de menaces et d'attaques, notamment dans les espaces publics, sur les réseaux sociaux et lors d'événements tels que les spectacles drag, les lectures publiques ou les manifestations féministes. Les études de cas font état d'agressions verbales et physiques répandues, tandis que le vandalisme et la destruction de biens visant les militant·es féministes et LGBTQI+ sont fréquents. Les attaques coordonnées en ligne, telles que le doxing et la cyberintimidation, sont courantes et ont poussé certain·es militant·es à se retirer des médias pour se protéger.

La discrimination institutionnalisée, à travers des lois et des politiques, est particulièrement visible en Pologne et en Grèce. Par ailleurs, des campagnes visant à s'opposer aux soins de santé

destinés à l'affirmation de genre sont actives en Irlande et en Espagne. En Allemagne, l'usage du langage inclusif est proscrit dans certains contextes, et il est également contesté en France. Les minorités sexuelles et de genre subissent aussi des préjudices professionnels, tels que la perte d'emploi, la discrimination sur le marché du travail et le chômage. Les universitaires sont également sous pression pour ne pas aborder certains sujets de recherche notamment en lien avec les questions de genre, de sexualité ou d'oppressions systémiques.

Les conséquences de cette exclusion sociale provoquée par les mobilisations « anti-genre » se manifestent dans la rupture des liens familiaux et l'isolement communautaire. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les personnes LGBTQI+ en exil, qui subissent à la fois le racisme et l'exclusion structurelle, tout en cherchant souvent un soutien auprès de leur communauté ou de leur famille d'origine pour survivre. L'accès aux services essentiels est aussi limité par des obstacles institutionnels, ce qui complique la vie quotidienne des minorités sexuelles et de genre.

Enfin, cette recherche met en lumière un continuum entre les agressions directes subies et la violence systémique et intersectionnelle à laquelle ces communautés sont confrontées. Les stratégies de résistance sont nombreuses : soutien communautaire, plaidoyer public, actions juridiques et création d'espaces sûrs pour les communautés marginalisées. Malgré les risques, la visibilité collective et la lutte pour être reconnu·e·s demeurent des stratégies centrales du militantisme féministe et LGBTQI+ pour contrer les tactiques « anti-genre ».

EXECUTIVE SUMMARY ENDS



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
UNIVERSITÄT FREIBURG



Lucerne University of
Applied Sciences and Arts

HOCHSCHULE
LUZERN



**Funded by
the European Union**

Funded by the European Union under Project ID 101060749.

EU Horizon Europe (EU partners); UK Government Horizon Europe Guarantee Scheme (UK partner); Swiss State Secretariat for Education, Research and Innovation (Swiss partners).

Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or British and Swiss funding authorities. Neither the European Union nor the granting authorities can be held responsible for them.